



Session du 29 juin 2020

Intervention de Jean-Paul Pavillon et Jocelyne Martin

Développement des territoires  
Budget supplémentaire du tourisme

Monsieur le Président,  
cher-e-s collègues,

Mon intervention va dans le sens de l'ensemble de nos prises de parole, et a pour objectif de proposer, de mettre en débat, pas de polémiquer ou d'inventer un problème là où il n'y en pas. Ici le sujet n'est pas de remettre en cause ce soutien mais de l'interroger sous 2 angles.

Tout d'abord et nous l'avons déjà évoqué, nous regrettons que ce plan n'intègre pas la dimension du tourisme social : au-delà des bons cadeaux, nous aurions souhaité la mise en place de chèques solidaires pour permettre à toutes les familles d'accéder ici au zoo, là au musée. De même, de nombreuses classes découvertes ont été annulées générant une perte financière pour plusieurs organismes d'hébergement et d'animation.

Mais là où nous nous interrogeons encore plus, c'est pourquoi ne traiter que le tourisme dans ce plan de relance. Autour des compétences partagées que nous soutenons, il nous semble important d'avoir un plan global en accompagnant aussi la culture, le sport et l'éducation. Certes des choses sont proposées, mais elles sont de courtes durées, il nous faut accompagner les structures au-delà de cet été.

Comment le Département se positionne-t-il vis-à-vis des acteurs de la culture qui œuvrent toute l'année pour le Département (programmation culturelle et éducative) ou dans le champ des politiques départementales (solidarité envers les personnes âgées et les personnes handicapées, solidarité dans les quartiers

prioritaires et en zone rurale). L'EPCC ne peut pas être la seule réponse à la crise économique du secteur culturel. La même question se pose par ailleurs pour les acteurs de l'éducation populaire et sportifs.

Le maintien des subventions est utile lorsque des dépenses ont été engagées pour des manifestations mais au-delà, certains acteurs souffrent de la situation et pourraient déposer le bilan dans l'année si une aide ne leur est pas octroyée pour passer le cap de la perte de recettes.

Si on peut soutenir le tourisme, compétence partagée, pourquoi nous répondre que c'est à l'Etat, à la Région et aux communes de prendre l'initiative du soutien à la culture et à l'éducation populaire ?

Dans ce plan global, nous souhaitons donc inscrire :

- Un maintien des subventions prévues et votées pour faire face aux dépenses conventionnées
- Une aide à la trésorerie des associations, qui ne disposent pas d'autant d'aide nationales que les entreprises pour assumer les charges salariales et de gestion des structures, alors que les associations perdent également de nombreuses recettes.
- Un engagement à prescrire de nouvelles actions rémunérées, dès le mois de juin, à l'attention des jeunes en quartier prioritaire, des enfants de la protection de l'enfance, des personnes âgées, handicapées et des collégiens.
- Une réflexion avec l'ensemble des partenaires sportifs, culturels, environnementaux et sociaux pour faire évoluer les pratiques et projets, dans un contexte sanitaire contraint et face à de nouveaux enjeux révélés par la crise (augmentation de la précarité, isolement accru des personnes, décrochage scolaire...)

Merci